

Pour ce qui est d'autres aspects de la politique étrangère, nous connaissons l'attitude générale du Royaume-Uni, des États-Unis et certes de la République soviétique, mais nous ne connaissons pas l'attitude du Canada. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne croit-il pas que la Chambre devrait être renseignée sur ces questions et que la population devrait connaître l'attitude du Canada. Voici les questions:

1. Quelle est l'attitude du Gouvernement au sujet de la reconnaissance du gouvernement communiste de la Chine rouge?

2. Quelle est l'attitude du Gouvernement au sujet de l'admission de la Chine communiste aux Nations Unies?

3. Quelle a été l'attitude du gouvernement canadien au sujet de la cession de Formose à la Chine rouge?

Le gouvernement communiste de Chine est un gouvernement tyrannique qui s'est imposé contre le gré de la grande majorité. Ni en Russie ni en Chine, le gouvernement actuel n'oserait tenir des élections tant soit peu démocratiques, de peur d'être à jamais renversé. Évitions toute erreur de nature à accroître l'étendue maintenant dominée par les communistes. Songeons plutôt à restaurer la liberté et à étendre l'influence des gouvernements libres.

J'avoue que je partage les vues du général MacArthur et du général Ridgway. Je crois comme eux que le premier endroit où il faut agir c'est en Corée. Le ministre n'aime guère que le Canada se fasse l'écho de quelqu'un d'autre. J'espère qu'il changera d'attitude et préconisera l'extension des frontières de la liberté. A-t-il lu la déclaration que formulait récemment à Francfort le maire de Berlin? La voici:

Ce que nous craignons, ce n'est pas tant la puissance de la Russie communiste que la faiblesse des nations occidentales.

Cette faiblesse n'est pas tant militaire ni matérielle que morale et spirituelle. Ces gens craignent les hésitations, les tâtonnements et l'incertitude des Nations Unies. Ils se demandent ce qu'il faut vraiment en attendre. Si les malheureux qui souffrent en Corée, en Chine, en Russie et dans les pays derrière le rideau de fer pouvaient nous atteindre, ils nous diraient d'adopter l'attitude positive que vient de nous conseiller un soldat fort remarquable que je considère en même temps un grand homme d'État.

M. H. R. Argue (Assiniboia): Je me propose, en particulier au débat actuel, de ne m'arrêter qu'à un seul aspect de notre politique extérieure pour souligner ce qui m'apparaît comme une lacune dans le programme du Gouver-

nement. Le moment est venu pour le Gouvernement d'accorder une aide économique appréciable aux pays arriérés, peu évolués. On devrait présenter dès maintenant une mesure d'aide économique à l'Inde en vue d'y soulager la famine.

Je tiens à dire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) que son discours de la semaine dernière m'a profondément déçu, non pas tant à cause de ce que le ministre a dit qu'à cause de ce qu'il n'a pas dit. Il a divisé sa déclaration en deux parties, consacrant à peu près le même temps à chacune des deux. Dans la première, il a parlé de nos relations amicales avec les États-Unis. Ces relations me semblent, en somme, satisfaisantes; elles ont été assez satisfaisantes dans le passé, elles le sont tout à fait à l'heure actuelle et le demeureront vraisemblablement à l'avenir. Cependant le ministre a établi de fines distinctions et souligné des points subtils. Il a consacré la moitié de son temps à nos relations avec les États-Unis. Dans la deuxième partie de son discours, il a parlé de la guerre de Corée et, sur ce sujet, je suis, comme toute, d'accord avec lui.

Sa déclaration aurait dû renfermer une troisième partie, égale aux deux premières, traitant de tous les aspects de l'aide économique et technique aux pays insuffisamment avancés. Quant à la famine qui sévit dans l'Inde, il aurait dû nous exposer au long les motifs pour lesquels le Gouvernement ne se montre pas plus généreux envers l'Inde en détresse. Je blâme donc le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, non pas de ce qu'il a dit, mais de ce qu'il a omis de nous dire il y a une semaine. Ce genre d'omission fait ressortir la différence qui existe entre la politique extérieure du Gouvernement et celle du parti C.C.F. Nous croyons qu'il y a lieu d'accorder beaucoup plus d'importance au besoin d'aide économique et technique à longue portée des pays peu évolués du sud-est de l'Asie.

Le 2 mai, j'ai demandé au premier ministre si le Gouvernement songeait à envoyer à l'Inde un don en vivres ou en argent pour lui permettre d'acheter des vivres. Il m'a répondu qu'aucune décision n'avait encore été arrêtée à cet égard. Huit jours plus tard, l'honorable représentant de Greenwood (M. Macdonnell) ayant posé la même question a obtenu la même réponse. En d'autres termes, le Gouvernement n'a pris aucune disposition pour aider à remédier à la famine qui sévit dans l'Inde où des millions de gens sont menacés de mourir de faim. Je n'ai sans doute pas besoin d'insister sur la situation qui existe dans l'Inde. Depuis quelques mois, les journaux l'ont maintes